



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

**Arrêté préfectoral n° 2020/DRIEE/UD77/097 du 19 novembre 2020
de mise en demeure à l'encontre de la Société FONDERIE ROGER de
respecter certaines prescriptions des arrêtés préfectoraux complémentaires
des 17 mars 2004 et 23 mai 2018, pour son site sis 51 rue de la Poterne à
EGREVILLE (77 620)**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur**

VU le Code de l'Environnement, Livres I^{er} et V, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5,

VU le décret du président de la république du 15 janvier 2020 portant nomination de Monsieur Thierry COUDERT, Préfet de Seine-et-Marne (hors classe),

VU l'arrêté préfectoral n° 20/BC/112 du 08 juillet 2020 donnant délégation de signature à Mme Claire GRISEZ directrice régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie de la région Île-de-France, par intérim,

VU l'arrêté n° 2020-DRIEE IdF-013 du 10 juillet 2020 portant subdélégation de signature,

VU l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 IC 076 du 17 mars 2004 imposant des prescriptions complémentaires à la Société des Etablissements ROGER pour son exploitation sise à EGREVILLE, 51 rue de la Poterne,

VU l'arrêté préfectoral n° 05 DAI 2 IC 147 du 2 août 2005 imposant des prescriptions complémentaires à la Société des Etablissements ROGER sise à EGREVILLE, 51 rue de la Poterne,

VU l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 168 du 24 juin 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la Société des Etablissements ROGER, située 51 rue de la Poterne à EGREVILLE (77 620),

VU l'arrêté préfectoral n°2018/DRIEE/UD77/036 du 23 mai 2018 actualisant la situation administrative, et imposant des prescriptions complémentaires pour le site exploité par la Société FONDERIE ROGER sis 51 rue de la Poterne à EGREVILLE (77 620),

VU le rapport du 6 octobre 2020 de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne, établi suite à la visite d'inspection du 14 septembre 2020, proposant notamment de mettre en demeure la Société FONDERIE ROGER de respecter certaines prescriptions des arrêtés préfectoraux complémentaires des 17 mars 2004 et 23 mai 2018 susvisés,

VU le courrier du 6 octobre 2020 de l'Inspection des Installations Classées transmettant à la Société FONDERIE ROGER son rapport du 6 octobre 2020 susvisé,

VU le courrier du 7 octobre 2020 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne transmis à la Société FONDERIE ROGER relatif à la procédure contradictoire dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure,

CONSIDERANT que l'établissement exploité par la Société FONDERIE ROGER sur le territoire de la commune d'EGREVILLE est un établissement comportant des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relevant du régime de l'autorisation dont les risques et nuisances sont réglementés notamment par les arrêtés préfectoraux susvisés,

CONSIDERANT que des non-conformités vis-à-vis de la réglementation en vigueur ont été mises en évidence lors de la visite d'inspection du 14 septembre 2020,

CONSIDERANT que suite à la transmission du rapport de l'Inspection des Installations Classées du 6 octobre 2020 susvisé et du courrier du 7 octobre 2020 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne, la Société ne s'est pas positionnée et n'a pas transmis d'élément quant au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure,

CONSIDERANT que la Société FONDERIE ROGER ne respecte pas l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2018 susvisé car elle ne réalise pas d'autosurveillance mensuelle des rejets atmosphériques du site,

CONSIDERANT que la Société FONDERIE ROGER ne respecte pas l'article 3.I.1.1 de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2004 susvisé car elle ne dispose pas d'un clapet anti-retour (disconnecteur) sur le réseau d'eau,

CONSIDERANT que la Société FONDERIE ROGER ne respecte pas l'article 3.I.4 de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2004 susvisé car elle ne dispose pas de plans des réseaux datés, complets et à jour,

CONSIDERANT que la Société FONDERIE ROGER ne respecte pas l'article 3.V.3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2004 susvisé car elle ne réalise pas de consignes notamment sur les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,

CONSIDERANT que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitation imposées par les arrêtés susvisés,

CONSIDERANT que les installations précitées peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement,

SUR proposition du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France,

ARRÊTE

Article 1 : –Titulaire de l'autorisation

La Société FONDERIE ROGER, dont le siège social est situé 51 rue de la Poterne à EGREVILLE (77 620), est mise en demeure, pour son site situé à la même adresse, de respecter **sous 2 mois** :

- l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2018 susvisé en réalisant une autosurveillance mensuelle des rejets atmosphériques du site,
- l'article 3.I.1.1 de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2004 susvisé en disposant d'un clapet anti-retour (disconnecteur) sur le réseau d'eau,
- l'article 3.I.4 de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2004 susvisé en disposant de plans des réseaux datés, complets et à jour,
- l'article 3.V.3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2004 susvisé en réalisant des consignes notamment sur les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie.

L'ensemble des éléments permettant de justifier du respect de ces prescriptions doit être transmis à l'Inspection des Installations Classées conformément au délai susmentionné.

Article 2 : – Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

Article 3 : – Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : – Informations des tiers

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

L'information des tiers s'effectue dans le secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par loi.

Article 5 : Notification et exécution

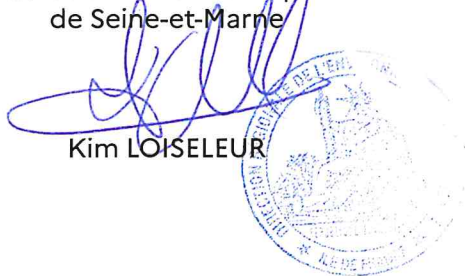
- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet de FONTAINEBLEAU,
- le Maire d'EGREVILLE,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile-de-France à PARIS,
- le Chef de l'Unité Départementale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie (DRIEE) d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à la Société FONDERIE ROGER, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à MELUN, le 19 novembre 2020

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour la Directrice par intérim empêchée,
L'adjointe au Chef de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne

Kim LOISELEUR



Destinataires :

- La Société FONDERIE ROGER,
- Le Maire d'EGREVILLE,
- Le Sous-Préfet de FONTAINEBLEAU,
- Le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
- Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à SAVIGNY-LE-TEMPLE.

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.